

MGR HENRI DELASSUS
DIRECTEUR DE LA SEMAINE RELIGIEUSE
DU DIOCÈSE DE CAMBRAI.

LA DÉMOCRATIE CHRÉTIENNE

PARTI ET ÉCOLE

Vus du diocèse de Cambrais

Nouvelle édition

Éditions Saint-Remi

– 2009 –

NIHIL OBSTAT :
Insulis, die 1^a Octobris 1911.

H. QUILLIET, S. T. D.
librorum censor.

IMPRIMATUR :
Cameraci, die 2^a Octobris 1911.

A. MASSART. vic. gen.
Domus Pontificæ Antistes

Éditions Saint-Remi
BP 80 – 33410 CADILLAC
05 56 76 73 38
www.saint-remi.fr

LA DÉMOCRATIE CHRÉTIENNE

PARTI ET ÉCOLE

Vus du diocèse de Cambrai

I.

Un double incident, qu'il est inutile de spécifier, survenu au diocèse de Cambrai, dans le second semestre de l'année 1911, y suscita des souvenirs, des regrets et des vœux : souvenirs de lutttes, regrets d'un passé d'union et de concorde, vœux d'apaisement dans la rencontre de tous les esprits dans la vérité.

Pour la mettre en lumière, le directeur de la Semaine religieuse, que ces deux incidents avaient visé, y publia une série de sept articles. Sa pensée, en montrant l'existence et les agissements d'un parti, l'existence et les enseignements d'une école, qui se glorifiaient l'un et l'autre de leur NOUVEAUTÉ, était d'écarter enfin la cause des divisions dont le diocèse souffrait depuis trop longtemps. Il espérait que ces enseignements et ces agissements mis à nu porteraient les cœurs droits et les esprits sincères à écarter définitivement toute cause de division dans leur esprit d'abord, puis dans le diocèse.

Aujourd'hui, faisait-il observer, et c'est par là qu'il débutait, aujourd'hui, il y a chez nous division ; c'est un fait que tous constatent et déplorent.

Il n'en a point toujours été ainsi. Nous n'avons eu qu'une seule et même pensée sur toutes les questions que le Syllabus de Pie IX avait définies. A l'époque du Concile du Vatican, alors que dans un assez bon nombre de diocèses, il y avait des dissentiments publics, éclatants, le diocèse de Cambrai jouissait du calme le plus parfait. Nous étions unanimes à attendre en paix et en toute confiance les décisions de l'auguste assemblée sur les questions

agitées. Et lorsque l'Esprit-Saint se fut fait entendre par la voix du Concile, il n'y eut dans tous les cœurs qu'un même sentiment, sur toutes les lèvres qu'une même action de grâces.

Jamais, à cette époque, dans les réunions décanales on n'entendait se produire des divergences dans la manière de voir sur les questions qui avaient quelque importance. Il y régnait, toujours et partout, une franche et simple cordialité que rien de sérieux ne venait altérer. Comme me le disait, vers 1890, un laïque de grande vertu, père d'une des familles les plus honorables de notre diocèse et se trouvant en rapports fréquents avec le clergé : « Qui voyait un prêtre les voyait tous. Qui entretenait un prêtre avait la pensée de tous sur les questions dont le public s'occupait. Il n'en est plus de même, » ajoutait-il avec tristesse. Combien sa peine aurait été plus vive s'il eût été encore en vie !

Ce n'est point taire une révélation que de constater ce changement déplorable.

L'unité de pensée produisait l'unité d'action et la communauté d'efforts. Lorsque se posa la question de la création d'une Université catholique dans notre province, tous nos prêtres montrèrent le même dévouement à apporter à l'œuvre leur contribution personnelle et le même zèle à solliciter celle des fidèles. Tous voyaient combien les idées étaient faussées dans notre société. Tous comprenaient que cela était principalement dû à ce que les positions les plus influentes étaient occupées en France par des hommes que l'enseignement de l'État avait formés ou plutôt déformés. Tous se disaient et qu'il était aussi sage que nécessaire de faire les plus grands sacrifices pour obtenir un haut enseignement vraiment et complètement catholique.

Même unanimité de sentiments et d'action lorsque la loi Ferry vint arracher aux religieux l'enseignement primaire et secondaire.

Il n'en était plus de même, — pour rester sur le terrain de l'enseignement. — lorsque la fameuse Marie du Sacré-Coeur publia le livre dont M. l'abbé Naudet fit la préface et qui avait pour objet la création d'une école normale supérieure pour les religieuses enseignantes des diverses congrégations, et pour but la prééminence à donner, dans l'enseignement congréganiste, aux

sciences humaines, sur la formation chrétienne de l'esprit et du cœur.

Depuis, la division n'a fait que s'accroître. On la vit se produire sur toutes les questions, sans exception aucune, que le cours des choses fit naître ou que les dissidents ne cessèrent de soulever.¹

La Semaine religieuse comprit qu'elle ne devait plus se borner à éclairer et soutenir la piété de ses lecteurs et à les tenir au courant du mouvement religieux ; que son rôle était désormais de rappeler les principes dont on s'écartait et de jeter le cri d'alarme à ceux qu'elle voyait s'engager dans les voies du libéralisme et du démocratismes. Tâche ingrate. Mais comme nous le dirons alors, « c'est lâcheté de s'arrêter à ce qui est agréable quand ce qui est pénible s'impose. » En prenant cette décision, je ne faisais d'ailleurs qu'obéir au mot d'ordre qui m'avait été donné par le cardinal Régnier, un an après qu'il m'eut confié la *Semaine*² : « *Conserver* sans altération l'orthodoxie éprouvée de ses doctrines, *conserver* l'esprit traditionnel du clergé de notre province ecclésiastique. »

Le cardinal ajoutait : « Servez l'Église et la vérité avec un zèle que rien ne décourage ni n'intimide, mais avec une charité qui, comme le recommande l'Apôtre ne se lasse ni ne s'irrite jamais de rien.

Aux lecteurs de dire si j'ai été fidèle à cette recommandation.

En 1890, lorsque déjà cette divergence de vues ne s'était que trop manifestée non seulement dans notre diocèse, mais sur tous les points de la France, et qu'il était devenu évident pour tous que là était la cause de l'impuissance où se trouvaient les catholiques

¹ Le journal juif par excellence, l'Aurore, se gaudissait en voyant toutes ces divisions : « Nous assistons depuis quelques années, disait-elle en août 1908, à une extraordinaire floraison de catholiques de toute nuance : catholiques libéraux, catholiques sociaux, catholiques démocrates, catholiques républicains. Patience ! et nous verrons un de ces jours des catholiques évolutionnistes. » Ce qui est arrivé. On a vu des catholiques évolutionnistes jusque dans le domaine du dogme.

² Voir *Semaine religieuse*, 28 avril 1875

de résister efficacement aux entreprises de la secte maçonnique et aux lois de persécution, les catholiques du Nord et du Pas-de-Calais réunis au mois de novembre en leur Congrès annuel, voulurent y remédier. Ils appelèrent de leurs vœux la formation d'une « ACTION COMMUNE ET PUBLIQUE DES CATHOLIQUES DE FRANCE SUR LE TERRAIN DES INTÉRÊTS RELIGIEUX. » Cette motion fut approuvée et bénie par Mgr Thibaudier et Mgr Dennel, alors archevêque et évêque de Cambrai et d'Arras.

D'autre part, dans les premiers jours de mai 1891, S. Em. le cardinal Richard, archevêque de Paris, publia une *Réponse aux catholiques qui le consultaient sur leur devoir social*. La très grande majorité, pour ne point dire la presque unanimité des évêques de France, adhéra publiquement à ce document. Cette entente dans la direction à donner au clergé et aux fidèles fut regardée comme un signal donné par la Providence et l'on espéra que l'union tant désirée allait se refaire.

Les catholiques du Nord, qui en avaient pris l'initiative publièrent une DÉCLARATION et tracèrent un PROGRAMME.

La Déclaration disait : « Catholiques de France, nous ne sommes pas un parti venant augmenter le nombre des partis politiques qui divisent le pays. Nous sommes la France chrétienne abaissée, humiliée, persécutée, qui se relève pour la défense de ses droits et la revendication de ses libertés. Le programme que nous publions n'est que le fidèle interprète des sentiments qui font battre à l'unisson les cœurs de tous les catholiques.

La Semaine religieuse de Rodez fut la première à reproduire cette déclaration. « Il est évident, disait-elle, que présenter un tel programme est le seul moyen de faire concourir à la défense sociale et religieuse tous ceux qui, divisés en d'autres points, sont unis par une même foi. » Presque toutes les Semaines religieuses suivirent, et nombre de journaux, à Paris et en province, donnèrent également connaissance à leurs lecteurs de la déclaration et du programme.

Dans sa réponse à l'adresse des comités catholiques de Paris, Léon XIII dit : « Ce qui nous a été agréable par-dessus tout, c'est de vous voir reconnaître si justement combien il est nécessaire en

ce moment, que les catholiques unissent leurs cœurs et concentrent leurs forces, afin de pouvoir, comme un bataillon compact, lutter résolument pour l'intégrité de la foi, pour les droits de la religion et pour la liberté de l'Église. »

Pour répondre à cette approbation du Souverain Pontife, un comité de vingt membres se réunit à Paris, le 19 juin 1891, sous la dénomination : *Union de la France chrétienne* et lança un appel à tous les honnêtes gens, les adjurant « de s'unir pour revendiquer la liberté religieuse, la liberté d'enseignement, la liberté de la charité, la liberté d'association, et pour obtenir la révision de tout ce qui, dans les lois scolaires, militaires ou fiscales, en est la violation manifeste. »

A peine deux mois après, nous nous voyions dans la nécessité de publier cette note dans la *Semaine religieuse* : « Certains journaux ne cessent de parler de divisions entre les catholiques à propos des noms divers que se sont donnés les comités d'action qui se forment sur tous les points de la France pour réagir contre l'omnipotence de la Franc-Maçonnerie. Tous ces comités ont au fond le même programme qui se peut résumer en deux mots : la France chrétienne reprenant possession d'elle-même. Les journaux qui ne parlent tant de divisions que dans l'espoir de les produire, y perdent leurs peines. Ils ne pourront détourner personne de ce but commun. Tous veulent l'atteindre ; tous y travailleront selon que le leur conseilleront les circonstances particulières où ils vivent ; et de ces efforts convergents résultera la seule unité vraiment désirable, celle qui confond les combattants des divers corps d'armée dans une même victoire. »

Quinze jours après nous ajoutons : « M. Spuller vient de publier dans la République française un article intitulé : TACTIQUE NOUVELLE. Il y rappelle la tactique ancienne qu'il caractérise ainsi : « On pouvait être séparé par des professions de foi inconciliables et se détester le plus cordialement du monde. Il suffisait de prononcer le mot de « République » pour que l'union électorale fût bientôt constituée. »

Spuller craignait que cette tactique ne fût abandonnée et nous disions : « Elle a du bon ; et dans les limites où il est permis de la

pratiquer honnêtement et chrétiennement, l'Union de la France chrétienne peut l'adopter. Au mot « République » nous n'avons qu'à substituer « Liberté religieuse ».

Voyant les difficultés qui s'élevaient, de concert avec Mgr Dennel et avec le généreux concours d'une famille toute dévouée au bien, nous fîmes imprimer une formule de prières pour l'Union de la France chrétienne, qui fut répandue dans toute la France. Remercions Dieu, disions-nous, de ce qui est fait et prions-le de fortifier et d'étendre l'union des esprits et des cœurs qui prépare l'unité d'action. Que personne ne se laisse troubler par les divergences de langage qui se sont produites çà et là et dont ont fait trop de bruit ceux qui sont intéressés à les grossir et à les transformer, s'il était possible, en divisions et en oppositions.

Ces oppositions n'étaient, hélas ! que trop actives et par suite ces divisions n'étaient que trop réelles.

Après vingt ans et plus, cette union des catholiques, si nécessaire pourtant, n'a pu encore se réaliser. Depuis son avènement au souverain Pontificat, S. S. Pie X n'a cessé de nous y exhorter ; aux fêtes de la Béatification de Jeanne d'Arc, il a fait en ce sens un suprême effort. Il n'est rien que certains catholiques combattent avec un plus grand acharnement, à l'aide de sophismes mille fois réfutés. *Le Bulletin de la Semaine* se distingue entre tous dans cette désastreuse campagne, et il y a quelques jours l'on a vu M. Lemire monter à la tribune pour dire que vouloir cette union, c'est vouloir la ruine de ce qui reste de religion dans le pays !

L'opposition de quelques individus et de quelques journaux ou revues ne suffisent point à expliquer les entraves mises depuis vingt ans à une union si désirée, si urgente, si impérieusement exigée. Il faut que derrière eux il y ait quelque chose de plus puissant.

Qu'est-ce ?

C'est ce que nous devons rechercher.